



HAL
open science

La pluie ruisselle vers le haut

Christophe Mileschi

► **To cite this version:**

Christophe Mileschi. La pluie ruisselle vers le haut. *Historia Magistra. Rivista di storia critica*, 2020.
hal-04425243

HAL Id: hal-04425243

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04425243v1>

Submitted on 29 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La pluie ruisselle vers le haut¹

À peine élu président de la république française, en 2017, M. Emmanuel Macron s'est empressé de baisser le montant des aides au logement des étudiants et des personnes âgées les plus pauvres en même temps qu'il supprimait l'impôt sur la fortune, autrement dit qu'il augmentait la richesse des contribuables les plus riches, réduisant du même coup leur participation à la solidarité nationale. Accusé à bon droit d'être le président des riches, et même des très riches, il a répondu en s'appuyant sur la théorie économique dite du ruissellement (*the trickle-down theory*), qui affirme que les revenus des plus prospères, parce qu'ils sont réinjectés dans l'économie, profitent au bout du compte à tous, et notamment aux plus démunis. En somme, une justification paradoxale des inégalités, et même de l'*accroissement* des inégalités, comme prétendu facteur de progrès social...

M. Macron n'est pas seul en cause, il n'est qu'un épisode d'une histoire déjà ancienne : toutes les mesures, fiscales et autres, prises depuis des décennies en faveur de l'« entreprise », y compris sous le président « socialiste » (les guillemets sont de rigueur) François Hollande, bénéficient très majoritairement aux grands groupes et se traduisent de fait par l'enrichissement grandissant des déjà énormément riches. Et elles nous sont chaque fois vendues au nom de l'intérêt collectif, de la lutte contre le chômage, de la dynamisation de l'économie censée profiter à toutes et à tous, et bla bla bla, dans un retournement éhonté de l'évidence visible, imposture permanente dont nous sommes parfois dupes, qu'au mieux nous sommes le plus souvent résignés à laisser faire. Or tout indique que l'argent ne ruisselle pas vers le bas, mais, encore et toujours, *vers le haut*. S'il est une théorie économique susceptible de décrire le projet qui sous-tend la politique de M. Macron, il faudra l'appeler *the trickle-up theory*.

Mais le martellement incessant, depuis Thatcher et Reagan, des slogans de « la seule politique possible », la sempiternelle injonction à voir « le monde tel qu'il est », l'endoctrinement constant qu'orchestre la classe dirigeante-dominante avec l'appui des grands médias dépendants (dépendants des puissances d'argent), tout cela finit par susciter une adhésion massive, ne serait-ce que tacite, ne serait-ce que par inertie, sur les principes qui règlent la marche des affaires. Le plus libre des esprits n'est jamais à l'abri de se surprendre à penser ou à dire, à propos de telle ou telle mesure de justice sociale qu'il serait prêt à soutenir du point de vue éthique : « oui, certes, mais... ce n'est pas réaliste économiquement ». Comme si l'économie était une science univoque, et non une science humaine, et non une discipline forcément partisane, traversée par l'idéologie. Comme si, par exemple, la *trickle-down theory* était neutre moralement et politiquement.

La réforme des retraites, que M. Macron a décidé de promouvoir en contradiction avec ses déclarations pendant la campagne électorale, selon toute probabilité sous la pression de puissants lobbies financiers, c'est encore un marché de dupes. C'est une privatisation d'un important secteur du système public, une privatisation de plus, qui ne dit pas son nom, et dont les effets incontestables (documentés par l'exemple des pays où un système à points a été adopté, comme en Suède, et confirmés par un simple calcul arithmétique) seront un appauvrissement général des retraités, notamment des retraité-e-s déjà pauvres, les femmes en première ligne. C'est un hold-up sur un système solidaire qui, malgré ses défauts, valait mieux que celui qui s'annonce. C'est une nouvelle porte ouverte aux puissances financières des fonds de pension privés. Donc encore de l'argent, *notre* argent, qui part dans la poche des déjà énormément riches. Les riches et leurs valets politiques qui volent aux pauvres en leur expliquant qu'on n'a pas le choix, et que c'est de toute façon pour leur bien.

Le moment vient de dire collectivement, massivement : *Ça suffit ! ; Ya basta ! Safi, baraka !*

¹ Une version abrégée de ce texte a paru dans le « Cahier spécial 2020 » de la *K. Revue trans-européenne de philosophie et arts*, Université de Lille, mars 2020.

Genug ! De ajuns ! Dosta ! Hadha yakfi ! Enough ! Le moment vient de cesser de regarder passivement ce monde partir en morceaux, en le déplorant peut-être en silence, en signant au mieux de consolantes mais inefficaces pétitions, tout en continuant diligemment à faire notre devoir de bons citoyens, de bons travailleurs, de bons petits soldats de l'ordre néocapitaliste.

Quel monde voulons-nous, pour nous, nos enfants, les générations prochaines ?

Nous ne pouvons avoir la naïveté de croire que tout cela s'arrêtera tout seul. Que nos gouvernants veillent ou veilleront tôt ou tard à l'intérêt général. Que la machine à broyer le code du travail, les statuts, l'hôpital, l'emploi, les pensions, l'école, la sécurité sociale, l'université, les transports, la recherche, les solidarités, cessera d'elle-même son œuvre. Qu'un principe vertueux sous-tend ces changements qui, pour douteux qu'ils puissent d'abord paraître, se révéleront bénéfiques, un jour, car ceux qui en décident sont éclairés par la Sagesse, la Clairvoyance, le Souci de leurs administrés.

Jusqu'où nous laisserons-nous complaisamment prendre pour des imbéciles heureux ?

La machine à broyer les droits continuera d'avancer inexorablement, élection après élection, tant que nous ne l'arrêterons pas.

Christophe Mileschi